

Cause Commune

www.nefac.net

Journal anarchiste - Numéro spécial

- automne 2007 / grève étudiante -

LA GRATUITÉ SCOLAIRE :

UN PAS DANS LA BONNE DIRECTION!

Devant l'échec de la grève générale illimitée, la remise en question des revendications surgit. Déjà, on se questionnait sur la nécessité d'inclure la gratuité scolaire dans la plateforme de revendication à l'hiver dernier : n'aurait-il pas été plus convaincant pour les étudiants et les étudiantes de s'en tenir à contrer le dégel? Les assemblées générales ont, à forte majorité, décidé de continuer à y aller de l'avant avec un plan d'action audacieux, centré sur la gratuité scolaire.

Aujourd'hui, il est difficile de dire si ce sont les revendications en tant que telles, la mobilisation qui l'entoure ou des facteurs internes au mouvement qui n'ont pas permis à la grève de l'automne d'être de l'ampleur qu'on l'attendait. Que le mouvement étudiant ose, dans un contexte politique conservateur, mettre de l'avant la gratuité scolaire est digne d'une volonté de fer. N'est-ce pas tout à son honneur? Peut-être ne s'est-il pas donné tous les moyens nécessaires à concrétiser ses aspirations; peut-être se croyait-il plus imposant qu'il ne l'était; peut-être, néanmoins, qu'il est aussi en réaction à cette société qui tente d'annihiler tout espoir de changement social. L'espoir d'un monde nouveau est la flamme qui anime notre lutte, ne l'oublions pas. Le renouveau du mouvement étudiant marqué par la fondation de l'ASSÉ est certainement dû à sa vigueur dans les revendications, particulièrement avec la gratuité scolaire.

Revendiquer pour le réseau d'éducation, du primaire au post-secondaire, la gratuité scolaire, c'est permettre d'extirper l'éducation du rapport marchand. À tout de moins pour y accéder, parce qu'il est vrai qu'on passe ici sous silence l'intervention des entreprises privées dans la structure des écoles.

Permettre aux sans-statut, aux classes les plus pauvres ou encore aux chômeurs et chômeuses d'aller (ou retourner) sur les bancs d'école, c'est juste et nécessaire! C'est gage d'une société qui reconnaît qu'il n'y a pas de frontière à l'apprentissage et que l'éducation ne devrait pas être réservée à une élite.

Défendre la gratuité scolaire, c'est défendre les fondements d'une société juste et égalitaire. C'est un pas dans la bonne direction. Bien sûr parce que nous - communistes libertaires - voulons appuyer les mouvements sociaux dans leur lutte contre le patronat et la classe bourgeoise. C'est à travers la lutte qu'on cerne spécifiquement les divisions qui séparent notre société

: nous n'avons pas tous et toutes les mêmes intérêts. Il faut se le répéter, la classe politique et économique a tout intérêt à augmenter les frais de scolarité : ils et elles capitaliseront sur notre endettement. Demander que notre éducation soit gratuite est à la croisée des intérêts de classe. Il n'y a après tout pas de hasard sur les difficultés de cette mobilisation. Malgré le travail constant des tribunes publiques à l'effet que la gratuité scolaire soit utopique, de plus en plus de gens se rallient à ce projet.

Même si elle n'est pas gage de l'abolition de la dette étudiante, la gratuité scolaire assure néanmoins la différence entre un service et un droit. Nous ne voulons pas d'une éducation qui est réservée à des privilégié-e-s. Nous refusons tout autant de s'endetter pour avoir accès au savoir développé par les générations antérieures et celui hors des frontières du Québec. Nous n'acceptons pas que ce savoir puisse servir à rentabiliser des sociétés privées. Une éducation gratuite est un pas dans la bonne direction; continuons à faire valoir nos idées pour qu'on sente la nécessité de défendre nos droits.

Défendre la gratuité scolaire, c'est défendre les fondements d'une société juste et égalitaire.

